

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Les dispositions du document sont régies par le CCAG relatif aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié

(CCAP N° DIRN-SPT-23-IECD-05)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère du partenariat avec les territoires et de la décentralisation - Direction Interdépartementale des Routes Nord

Mandataire

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté préfectoral datant du 28 mars 2024 du Préfet coordinateur des itinéraires routiers, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord.

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté préfectoral datant du 28 mars 2024 du Préfet coordinateur des itinéraires routiers, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord.

Objet du marché

Prélèvements et analyses sur le réseau routier national géré par la DIR Nord

Remise des offres

Date et heure limite de réception : 20/02/2025 à 12h00
(heure locale de l'adresse du RMO)

Le présent CCAP comporte _6_ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	6
1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	6
1-2.2. Formes des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	8
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-6.1 Obligation de confidentialité.....	9
1-6.2 Sites sensibles.....	9
1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	9
1-7. Dispositions générales.....	9
1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	9
1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	10
1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	11
1-7.3. Responsabilités et Assurances.....	12
1-7.3.1. Responsabilités.....	12
1-7.3.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	12
1-7.3.3. Dispositions communes.....	12
1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	13
1-7.5. Réalisation de prestations similaires.....	13
1-7.6. Clauses sociales et environnementales.....	13
1-8. Ordres de service.....	16
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	17
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	18
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	18
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	18
3-2.1. Contenu des prix.....	18
3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.....	18

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché.....	18
3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	18
3-2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	18
3-2.4.2 Modalités de paiement.....	19
3-3. Variation dans les prix.....	19
3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4. du présent CCAP.....	19
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	19
3-3.3. Choix de l'index de référence.....	20
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	20
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	21
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	21
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	21
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	22
4-1. Durée et délais d'exécution du marché.....	22
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	22
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	23
4-3.1. Pénalité pour indisponibilité.....	23
4-3.2. Pénalité pour non remise en état des lieux.....	23
4-3.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	23
4-3.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	23
4-3.5. Retenue pour non remise de livrables intermédiaires nécessaires au parfait achèvement de la mission constatée en cours de délais d'exécution du bon de commande.....	23
4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs....	24
4-3.7. Protection de l'environnement.....	24
4-3.9. Pénalités pour non respect du PAQ :.....	24
4-3.10. Pénalités pour non respect du SOSED :.....	24
4-3.11. Clauses sociales.....	24
4-3.12. Autres pénalités diverses.....	25
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	25
5-1. Retenue de garantie.....	25
5-2. Avances.....	25
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	26
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	27
7-1. Période de préparation.....	27
7-1.1. Période de préparation générale.....	27
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	28
7-2.1. Surveillance médicale des salariés.....	28

7-3. Conditions d'exécution.....	28
7-3.1. Dispositif de sécurité.....	28
7-3.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	28
7-3.3. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique.....	29
7-5. Formation.....	30
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	30
8-1. Vérifications quantitatives et qualitatives et décision d'admission.....	30
8-2. Validation du service fait.....	30
8-2. Garantie des prestations.....	30
8-3. Garantie de suivi de la documentation.....	31
Le titulaire reste responsable de la conservation du fichier original pendant un délai de 5 ans. À tout moment pendant ce délai, l'acheteur peut demander ce fichier au prestataire qui sera alors dégagé de la responsabilité de la conservation.....	31
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	31
9-1. Résiliation.....	31
ARTICLE 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	32
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les travaux et les opérations d'entretien réalisés sur le réseau d'assainissement de la DIR Nord génèrent des déchets, notamment des produits de curage de bassins ou de fossés routiers, des terres de dérasement ou des eaux stockées dans les ouvrages de traitement. Afin de déterminer les filières de gestion adaptées pour le traitement de ces déchets issus des travaux liés à l'activité routière, des prélèvements et des analyses sont nécessaires sur les terres, boues, sédiments ou eaux éventuellement contaminées par des polluants routiers.

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de prélèvements et d'analyses sur le réseau routier national géré par la DIR Nord.

* Lot n°1 – Prélèvements de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord.

* Lot n°2 – Analyses de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Le réseau routier de la DIR Nord

Les prestations sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RMO auprès du titulaire :

Le chef du SPT ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3.1.2. du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
- Signature et notification des ordres de services liés aux prestations supplémentaires ou modificatives et de manière générale à l'exécution du marché (article 3,8 du CCAG).

Le chef de cellule IECD pour assumer les fonctions suivantes :

- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les

notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

La notification au titulaire de décisions ou informations du RMO soumis à un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.2. au 3.2.5 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 4 heures.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites précédemment.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le délai d'exécution afférent à chaque commande ainsi que son point de départ et les conditions de mise en œuvre seront précises dans le bon de commande correspondant.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 3 mois.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

le Représentant du Maître d'ouvrage ou son représentant habilité.

Chaque bon de commande valide la commande définitive et précise :

- La référence du marché ;
- Le numéro de SIRET de facturation qui sera transmis par le service ordonnateur, suite à la notification du marché ;
- N° SIRET État (110002001100044).
- Nom et adresse du service de l'État bénéficiaire de la prestation
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché : FAC0000059 ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) de la commande.
- La désignation et nature des prestations ;
- La quantité commandée par prix ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le délai d'exécution ;
- Le délai de remise des documents
- Le lieu d'exécution ;
- Les conditions d'exécution ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;

La Maîtrise d'Ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée dans l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot n°1	Prélèvements de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord
Lot n°2	Analyses de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de

convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n°2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de ma carte « dite carte BTP ».

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n°2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de ma carte « dite carte BTP ».

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour

objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a- Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b- Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance, ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

1-7.3. Responsabilités et Assurances

1-7.3.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-7.3.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-7.3.3. Dispositions communes

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2. du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment de l'acquittement de leurs primes d'assurances et celles de leurs sous-traitants, ainsi que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de

sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Cette clause est applicable uniquement au lot 2 « Analyses en laboratoire ».

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Publics éligibles :

La clause d'insertion s'adresse à un public prioritaire défini ainsi :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi),
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi),
- Les allocataires des minimas sociaux (Allocation Spécifique de Solidarité, Allocation d'Insertion, Allocation Adulte Handicapé, Allocation d'Invalidité),
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers de type Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) ou Écoles de la deuxième Chance (E2C),
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13

- du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
 - En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Modalités de réalisation :

Une première modalité « Action découverte des métiers » consiste pour le titulaire de s'engager à organiser ou participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...). Ces actions peuvent se décliner de différentes manières à savoir des visites d'entreprises ou des rencontres entre l'entreprise et les demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action.

Organisation à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs de clauses.
Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement...

La seconde modalité « immersion en entreprise » consiste à viser l'accueil d'un stagiaire en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'immersion se fera soit par l'accueil d'un demandeur d'emploi jeunes ou adultes dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures ou 70

heures. Convention avec le Service Public de l'emploi

Les offres de stage seront obligatoirement communiquées à la structure facilitatrice. Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : convention de stage et bilan du stage.

Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

**Mission Emploi Lys Tourcoing
Maison de l'Emploi / PLIE / Mission Locale
200 rue de Roubaix - BP 50 357
59 336 TOURCOING CEDEX
Contact : Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 – 06 33 33 22 40 - h.vandamme@emploi-lystourcoing.fr**

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés

Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Modalités de contrôle de l'action d'insertion :

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de

pénalités prévues à l'article 4-3.11 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transports, la qualité environnementale des matériaux et les ressources papiers.

Il faudra veiller au respect du SOSED. Le titulaire respectera les dispositions de l'article L541-1 du Code de l'environnement notamment les points suivants :

- De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) La préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) Le recyclage ;
 - c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) L'élimination ;
- D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

- D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

Les livrables sont demandés sous forme dématérialisée au(x) prestataire(s) : plans, listing de points, facturation, etc. en conformité avec l'article 6 du CCTP.

Les bons d'acceptation en ISD sont obligatoirement fournis au maître d'ouvrage.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Conformément au 1-2.1 du présent CCAP, l'ordre de service est signé et notifié par Le chef du Service Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont exclusivement, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses annexes relatives à l'exploitation de chantier (NESC) et Fascicule des règles générales de sécurité ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La liste des prix ;
- Pour le lot n°1, les sous-détails des prix unitaires n° :
 - 1.1 PRISE EN CHARGE DU DOSSIER
 - 2.1 RÉALISATION D'UN ÉCHANTILLON DE TERRE, BOUE, SÉDIMENTS
 - 2.2 PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLON D'EAU
- Pour le lot n°2, les sous-détails des prix unitaires n° :
 - 1.1 PRISE EN CHARGE DU DOSSIER

- 1.2 Fourniture de flaconnage de prélèvement à la maîtrise d'œuvre
- 2.1 PACK ANALYSES (BRUT+ÉLUAT)
- 2.3 CARACTÉRISATION DE LA DANGÉROSITÉ
- 2.4 Analyse des substances aromatiques polycycliques selon la méthode IP 346
- 4.1 RÉDACTION ET REMISE D'UN RAPPORT D'ANALYSE COMPLET
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- La démarche SOSED (Schéma d'Organisation de Suivi de l'Élimination des Déchets)
- Mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le candidat susceptible d'être retenu sera invité à signer son offre électroniquement selon les modalités indiquées au 5-2 du règlement de consultation.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés publics.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2.4.2 Modalités de paiement

Le délai de paiement court à compter du dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro (le dépôt et la réception sur Chorus Pro ont lieu simultanément).

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Toute procédure de recouvrement devra préciser obligatoirement pour chaque facture impayée, le numéro d'engagement juridique (EJ) correspondant et mentionné sur le bon de commande chorus transmis par le service ordonnateur.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas à l'avance et aux primes par dérogation aux articles 10.2. du CCAG.

Par dérogation aux articles 10.2 et 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités sauf celles concernées par l'application d'un pourcentage du montant hors-taxes du bon de commande.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4. du présent CCAP.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG, les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date de remise des offres figurant en page de garde du présent CCAP. Ce mois est réputé correspondre au mois d'établissement des prix.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation
ING	Ingénierie

Cet index est publié :

- Cet index est publié sur le site internet de l'INSEE

3-3.4. Modalités de révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG, le prix facturé sera celui en date du bon de commande.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec :

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

Pendant la 1ère année les prix sont fermes, la révision se fait annuellement au 1er janvier de l'année suivant la date anniversaire de notification.

Lorsque l'index de référence I_{n-3} n'est pas paru à la date prévue, le calcul de la révision sera alors effectué avec le dernier index connu, ce calcul sera définitif et il ne sera procédé à aucune révision.

Le titulaire est tenu de faire parvenir au RMO son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la parution par l'INSEE de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante : gfm.spt.dirn@developpement-durable.gouv.fr, et au plus tard à la date du 30/11.

Sans retour du RMO, 1 mois avant la date de révision, la liste/décomposition est acceptée.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que la personne publique ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

Cependant, si la révision est négative, le RMO se réserve le droit de l'appliquer d'office.

En complément de l'article 10.2.2. du CCAG FCS, l'arrondi est appliqué au résultat final.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en

vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage un acte de sous-traitance, un DC4 modificatif signé du titulaire et de son sous-traitant ;
- Faute de fournir cet acte (DC4 modificatif), le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

- Tout prix nouveau fait l'objet d'une notification par ordre de service qui arrête un montant provisoire.
- Par dérogation à l'article 23.1. du CCAG, seul l'accord du RMO formalisé par un avenant rend les prix nouveaux provisoires, définitifs.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-1. Durée et délais d'exécution du marché

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1. du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de retard d'exécution du titulaire par rapport à la date limite fixée et précisée par le bon de commande, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 € complétée par une pénalité journalière calendaire de 100,00 €.

Tout rendu effectué hors délai, fera l'objet d'une pénalité journalière forfaitaire définie ci-dessus par jour calendaire. L'acheteur arrêtera le nombre de jours de retard pour le calcul des pénalités à la date du rendu du document. En cas d'envoi de documents de manière échelonnée dans le temps, le délai pénalisable continuera à courir jusqu'à la remise du dernier document.

Si ce dernier répond aux attentes de l'acheteur alors il sera considéré comme définitif et validé. Le cas échéant, le décompte des jours de pénalités reprendra dès que l'acheteur aura adressé l'intégralité des remarques au titulaire en déduisant la période d'analyse et de validation de l'acheteur. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du décompte des jours de pénalités.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas examiner un rendu si celui-ci est jugé très insuffisant ou si celui-ci amène trop de remarques et/ou ne répond pas ou que partiellement au besoin du marché.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité pour indisponibilité

En cas d'impossibilité de joindre le titulaire lors d'une demande d'intervention de l'acheteur ou son représentant, telle que définie aux articles 1-4 et 7-4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000,00 €** complétée par une pénalité journalière calendaire de **100,00 €**.

4-3.2. Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de remettre le lieux des prélèvements en état selon les stipulations du CCTP.

De même le nettoyage des déchets éventuels devra être effectué de sorte à laisser le réseau routier propre.

En cas de non remise en état des lieux de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 500 €** par constatation.

4-3.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **2 000 €**.

4-3.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **5000 €**.

4-3.5. Retenue pour non remise de livrables intermédiaires nécessaires au parfait achèvement de la mission constatée en cours de délais d'exécution du bon de commande

En complément à l'article 27.1 du CCAG, pour chaque retard de transmission du rapport, sous format informatique par mail, constaté par le représentant de l'acheteur, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de **250,00 €**. La liste des documents intermédiaires (techniques ou administratifs) et leur planning de livraison sont établis par le titulaire et notifiés dans un délai de 15 jours au RMO à compter de la notification du bon de commande. Ils sont le cas échéant assortis de réserve sur le délai global.

Cette pénalité ne se cumule pas avec celle définie au « 4-2. Pénalités pour retard d'exécution du bon de commande » pour les livrables de prestations mais elle se cumule pour les livrables administratifs et comptables.

Cette clause est applicable aux contrats de sous-traitance en dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Le titulaire est tenu de respecter toutes les obligations relatives à la sécurité des travailleurs, sur les zones de travaux ou à proximité des voies circulées, et notamment celles relatives aux travaux en milieu amianté.

En cas de non respect le titulaire encourt une pénalité de **1 000,00 €** par constatation.

4-3.7. Protection de l'environnement

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement, le titulaire subit à une pénalité forfaitaire de **1 000,00 €**.

Notamment, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 1000,00 € en cas de constatation (liste non limitative) :

- **d'une pollution accidentelle des eaux superficielles et/ou souterraines,**
- **d'une dégradation de l'environnement (détritus laissés sur place, matériaux laissés par l'entreprise, etc.)**

4-3.9. Pénalités pour non respect du PAQ :

En cas de non application partielle ou totale d'une disposition particulière du PAQ, le titulaire encourt une pénalité de **300,00 €** par constatation. En cas de récidive dans la non application partielle ou totale d'une disposition du PAQ (suite à un premier non respect ayant déjà fait objet d'une constatation du maître d'œuvre), le titulaire encourt une pénalité supplémentaire de **1 000,00 €** par constatation.

4-3.10. Pénalités pour non respect du SOSED :

En cas de non respect des protocoles de traitements définis dans le SOSED liés à la possible présence de polluants dans les échantillons, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500,00 €** par constatation.

Le maître d'œuvre demandera la fourniture des bordereaux de suivi des déchets, et ceux-ci seront à fournir dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception de la demande. En cas de retard, le titulaire encourt une pénalité

journalière de **150,00 €**.

4-3.11. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 1 000 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 16.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-3.12. Autres pénalités diverses

- Déroulement du chantier

En cas de non respect des dispositions du PGCSPS, le titulaire encourt une pénalité de **250,00 €** par constatation.

- Maintien de la circulation

En cas de non respect des dispositions relatives à la circulation des véhicules d'intervention et de secours dans la zone de travaux, le titulaire encourt une pénalité de **300,00 €** par constatation.

En cas de retard dans l'ouverture d'une voie de circulation dans la zone de travaux soit pour le passage d'un véhicule d'intervention ou de secours, soit pour l'évacuation des usagers, dans un délai de 15 minutes, le titulaire encourt une pénalité de **300,00 €** par tranche de 5 minutes de retard commencée.

- Signalisation

En cas de défaut de signalisation ou de comportement mettant en danger la sécurité des usagers, l'entrepreneur encourt une pénalité de **500,00 €** par constatation.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les modalités de règlement des avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Conformément à l'article R2191-6 du CCP, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-16 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-19 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint **50** % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au RMO avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

7-1.1. Période de préparation générale

Il est fixé une période de préparation générale définie l'article 3-2 de l'acte d'engagement. Les prestations demandées ainsi que les conditions particulières relatives à cette période seront précisées à l'occasion de la première commande. Il est bien stipulé que les commandes de prestations ne pourront débuter sans l'accord préalable sur les documents suivants de la part du Maître d'œuvre.

Les documents qui seront demandés au titre de cette période:

Document	Délai de transmission	Délai de réponse du maître d'œuvre	Mode de prise en compte par le maître d'œuvre
Plan d'assurance de la qualité (PAQ)	DP + 15 jours	7 jours	visa
Documents joints au PAQ	DP + 15 jours	7 jours	visa
Schéma d'Organisation et de	DP + 15 jours	15 jours	visa

Document	Délai de transmission	Délai de réponse du maître d'œuvre	Mode de prise en compte par le maître d'œuvre
Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED)			
PPSPS	DP + 30 jours	7 jours	visa du coordonnateur
Programme d'exécution des prestations	DP + 15 jours	10 jours	approbation
Demande d'agrément des sous traitants	Au moins 30 jours avant l'intervention du sous traitant concerné	20 jours	Notification de l'acceptation

7-1.2.Période de préparation spécifique

Pour chaque nouvelle commande de prestations, sur demande expresse du maître d'ouvrage, une période de préparation spécifique sera engagée pour permettre de définir.

- de fixer les dates et heures précises des interventions.
- de fournir les documents suivants au titre de cette période:

Document	Délai de transmission	Délai de réponse du maître d'œuvre	Mode de prise en compte par le maître d'œuvre
Programme d'exécution des prestations	DP + 15 jours	10 jours	visa
Demande d'agrément des sous traitant	Au moins 30 jours avant l'intervention du sous traitant concerné	20 jours	Notification de l'acceptation
Déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.)	DP		

DP : Date de lancement du bon de commande, y compris la période de préparation, s'il y a lieu. Les délais définis dans le tableau sont à prendre en compte comme étant des jours calendaire

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Le démarrage, les attendus et le délai de cette période de préparation

spécifique seront notifiés au titulaire par courriel.

Il est bien stipulé que les commandes ne pourront débiter sans l'accord préalable sur les documents suivants de la part du maître d'ouvrage.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

7-2.1. Surveillance médicale des salariés

S'il est jugé nécessaire par le titulaire du marché, les chargés d'essais feront l'objet d'un suivi médical individuel.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

7-3.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- Le matériel pour la réalisation des carottages, prélèvements, des échantillons et des essais (y compris tous les consommables) ;

- Les équipements de protection individuelle ;
- Les matériels de télécommunication (téléphone portable, ordinateur portable,...) ;

7-3.3. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation de chantier n'est pas comprise dans ce marché. Elle sera réalisée par la DIR Nord CEI de Lille Ouest.

Avant toute intervention sur le domaine routier, le titulaire contacte le gestionnaire du réseau routier pour définir ensemble les dates, les modalités et les contraintes d'interventions.

Aucune intervention ne peut être commencée sans formalisation de la prise en compte de la sécurité et accomplissent les conditions réglementaires préalables au démarrage. Les interventions feront l'objet d'une fiche de préparation de chantier établie avec le CEI. Seront particulièrement abordées les conditions d'entrée et de sortie des zones de travaux.

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par la DIR Nord gestionnaire du réseau routier qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Aucun accès sur les zones circulées ne saurait être accepté sans la mise en place du balisage correspondant.

Pour toutes interventions sur les chaussées et accotements, le gestionnaire du réseau routier procède à la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires à la protection du personnel chargé de la surveillance environnementale.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit impérativement porter un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme aux prescriptions de la norme NF EN 471, de classe 2 ou 3.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules stationnant fréquemment sur la chaussée ou les accotements doivent être de couleurs claires dotés de bandes blanches rouges et blanches rétro-réfléchissantes dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987, de feux spéciaux réglementés par l'arrêté du 4 juillet 1972 et de panneaux AK5 ou AK14 équipé aux trois sommets de feux de balisage et d'alerte R2 synchronisés conformes aux prescriptions de la norme NF EN 12352, et dont la commande est indépendante de celle des feux spéciaux.

7-5. Formation

Les chargés d'essais, responsables des carottages ou prélèvements et des analyses à effectuer dans le cadre du marché, devront être formés et suivront les procédures spécifiques de l'entreprise de manière à respecter les obligations relatives au code du travail et notamment au Décret n° 2012-746 du 9 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à différents composés chimiques.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Vérifications quantitatives et qualitatives et décision d'admission

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de la livraison des documents (plans et fichiers informatiques).

Elles portent notamment sur :

- La conformité des documents avec les exigences du CCTP
- La conformité des fichiers informatiques et notamment l'enregistrement des fichiers au format Autocad 2013.

8-2. Validation du service fait

Une fois que l'acheteur prononce la décision d'admission, il constate le service fait.

La constatation du service fait (vérification quantitative et qualitative des prestations) est un préalable indispensable au paiement des prestations réellement effectuées. L'acheteur valide cette constatation.

Le service fait sera constaté après vérification des documents fournis par le prestataire et notamment l'ouverture et la lecture des plans sous format informatique.

8-2. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3. Garantie de suivi de la documentation

Le titulaire reste responsable de la conservation du fichier original pendant un délai de 5 ans. À tout moment pendant ce délai, l'acheteur peut demander ce fichier au prestataire qui sera alors dégagé de la responsabilité de la conservation.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

9-1. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG.

Par dérogation à l'article 41.1. du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2. du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en

demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. Par dérogation de l'article 41.2 du CCAG, à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 1-6.3 du présent CCAP, le maître d'ouvrage se réserve l'entière propriété des documents remis par le titulaire et pourra leur donner toute suite qu'il jugera utile.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) Dérogation des articles du CCAG :

CCAP		CCAG
L'article 1-2.2.	déroge à l'article	3.2.1.
L'article 1-7.3.3.	déroge à l'article	9.2
L'article 2.	déroge à l'article	4-1
L'article 3-3.	déroge à l'article	10.2
L'article 3-3.	déroge à l'article	14.1.2
L'article 3-3.2	Déroge à l'article	10.1.2
L'article 3-3.4	Déroge à l'article	10.2.2
L'article 3-5.	déroge à l'article	23.1.
L'article 4.	déroge à l'article	14.1.3.
L'article 4-2.	déroge à l'article	14.1.2.
L'article 4-2.	déroge à l'article	14.1.1.
L'article 4-3.5	déroge à l'article	3.6.3.
L'article 9-1	déroge à l'article	41.1.
L'article 9-1	déroge à l'article	41.2